



Le 02 mai 2011

Communiqué suite au CTP du 15 avril 2011

# Approximations, Avancées, Attentes

L'encadrement local semble avoir retrouvé, en partie, une certaine indépendance puisque certains sujets avancent. En revanche sur d'autres, l'arbitrage local des décisions révèle beaucoup d'incohérence. L'administration utilise des arguments contradictoires d'un sujet à l'autre et même parfois sur le même sujet !

Durant ce CTP, certaines de nos revendications (2 UCESO de secours en permanence, modification de la procédure de détachement,...) ont abouti grâce à notre détermination et notre travail mais aussi grâce à l'appui de chefs d'équipe et de certaines OS. Cette unité doit être maintenue si nous voulons faire bouger les curseurs sur d'autres dossiers : maintien d'une cloison entre civils et militaires dans la future salle de contrôle, refus d'un terminal sigma au meuble CDS, récupération liée à la visite médicale, secteur de sécurité...et plus globalement, la mise en œuvre d'une vraie souplesse dans la gestion de la salle de contrôle, réclamée l'année dernière par les Assemblées Générales.

## Détachement, la procédure reprend des couleurs humaines

### Retour du 2ème tour d'appel à candidatures

L'UNSA-ICNA, l'année dernière, avait dénoncé la nouvelle procédure de détachement et ses conséquences sur l'unité des équipes et sur l'individualisation qu'elle amenait. Effet immédiat avec le détachement forcé de 3 ICNA alors que d'autres volontaires attendaient un 2ème tour d'appel à candidatures. Celui-ci avait été supprimé par l'administration lors du CTP pointeuse du 1 avril 2010 où une seule OS avait participé.

L'UNSA-ICNA a donc agi **avec détermination pour le rétablir**. Face à l'obstruction permanente et incompréhensible du chef de service, l'**appui en GT GPSC des chefs d'équipe experts, de la CFDT et de la CGT** aura été, sans l'ombre d'un doute, **déterminant** dans le retour de cette souplesse.

### Inaptitude médicale temporaire

L'UNSA-ICNA, en GT GPSC, a fait ajouter à la procédure de détachement que le **nombre de mois**

## VRÔment sans façon !

La condition première d'une mise en œuvre locale nécessitait l'accord d'au moins une organisation syndicale. La plupart des OS dont l'UNSA-ICNA ont opposé un « **NON** » **catégorique aux VRO** et,

effectués en subdivision par un ICNA inapte médical temporaire soit, à sa demande, pris en compte dans son indice de départage : validé par ce CTP.

### Le détachement en bref

**Mi avril** : premier appel à candidatures. Aux alentours de **mi mai** : attribution des postes aux candidats du 1er tour puis, deuxième tour d'appel pour les postes non pourvus. Aux alentours de **mi juin** : attribution des postes aux candidats du 2ème tour puis désignation pour les postes restants.

**Attribution des postes** : les candidats sont classés suivant une liste croissante de leur indice de départage. Le premier candidat sur la liste se voit attribuer son premier poste. Le nième candidat se voit attribuer son premier poste s'il est toujours disponible, sinon son deuxième s'il est encore disponible, ... Les postes sont attribués dans le respect de **3 détachés maximum par équipe (l'ACDS n'est pas un détaché)**.

le syndicat qui avait pourtant accepté ce dispositif lors du CTP DSNA, commence enfin à s'interroger sur les conséquences de sa mise en place...donc, **pour le moment, pas de VRO**.

## SIGMA, une simple histoire de patate chaude !

La charge actuelle de travail incombant aux chefs de salle, notamment en cas de grève, ne peut pas tolérer de tâches additionnelles. Sans études approfondies ni discussions préalables, il est évident que des fonctions supplémentaires ne peuvent être remplies avec la sécurité indispensable.

L'encadrement nous a fait part durant ce CTP d'une étude en cours sur l'exposition des personnels aux risques professionnels (notamment juridiques) dont nous devrions tenir compte. L'UNSA-ICNA a souligné qu'il ne fallait donc **pas, par prévention, exposer les chefs de**

## Passage à 14 ACDS, un dernier petit réglage

La déclinaison brestoise de ce passage à 14 ACDS satisfait pleinement l'UNSA-ICNA à l'exception de l'utilisation de 5 jours de recyclage par la subdivision contrôle. La procédure de recyclage décrite, même si elle est aujourd'hui très encadrée, serait une première ouverture à un **vieux souhait de l'administration : disposer prioritairement des détachés à des fins capacitives lors de leur recyclage**, les désidératas du détaché devenant secondaire. L'UNSA-ICNA souhaite éviter cette dérive possible et refuse donc de laisser à la SUB CO la possibilité de

## Extension du centre : un projet pour le futur...inconnu !

L'administration locale ne bouge pas d'un iota sur l'absence de cloison entre civils et militaires dans la future salle de contrôle. Toutefois son argumentation est loin d'être convaincante. L'extension prévoit, selon la chef de centre, des développements sur une échéance de 20 ans. Cependant, le service est incapable d'exposer ces développements futurs... et concernant la phase 2 des CMCC (implantation de positions militaires entre des positions civiles), le chef de service exploitation rétorque, en contradiction avec la chef de centre qu'il ne faut pas voir si loin (10-15ans) ! Arnaque ou incompetence !

**La pétition pour le maintien de la cloison entre civils et militaires** dans la future salle de contrôle qui a recueilli de nombreuses signatures sera transmise à la DO pour un possible dernier

## FIR, les experts désavoués

Les experts en GT avaient établi qu'il n'y avait **aucune objection technique au transfert d'un volume d'espace jusqu'au FL195** au SNA Ouest,

**salle à de nouveaux risques** qu'ils ne pourraient pas surmonter sereinement. Il nous a été répondu que l'exposition aux risques concernait aussi le service... et donc son encadrement... alors l'encadrement met en place SIGMA pour réduire son risque professionnel... le transmettant au chef de salle : la patate chaude ! Cependant le **sujet n'est pas clos** et les discussions devraient se poursuivre, seule l'étude technique est terminée et positive. L'UNSA-ICNA a donc **demandé une étude sur la délégation de ces tâches « BTIV » au RPO** : le bras de fer continue !

**proposer à un ACDS 5 jours de recyclage dans une équipe autre que son équipe de rattachement.** La procédure laisse déjà le choix à l'ACDS (et rien qu'à l'ACDS) de recycler dans une équipe autre que celle de rattachement. L'UNSA-ICNA ne souhaite donc pas aller plus loin.

Le GT GPSC se réunira afin de retravailler le projet de note de service 14 ACDS qui sera soumis à un CTP avant l'été. La modification de l'arrêté ACDS devrait être publiée au journal officiel cet été et sera un préalable au passage à 14 ACDS.

**arbitrage.** Une certitude : un passage en force de l'administration risque de braquer les personnels sur ce dossier et donc, de ralentir ou d'immobiliser toute évolution future.

Sinon, **premier coup de pelle prévu cet automne** et une **fin de chantier à priori en décembre 2014.**

### Visite bordelaise

Alors que le front syndical est uni sur la présence d'une cloison entre civils et militaires dans la future salle de contrôle, la chef de centre propose tout de même à 12 ICNA (un par équipe) de se regrouper pour descendre en voiture au CRNA Sud Ouest afin de vérifier à quel point l'absence de cloison avec les militaires y est bien vécue ?! D'un côté, des économies de fonctionnement sont demandées aux personnels et de l'autre des déplacements aux fins douteuses sont organisés...

comme demandé par nos collègues de Guipavas. Le seul doute était le choix du gestionnaire de l'espace entre le FL115 et 195, travail que nous

laissions à la charge du SNA Ouest. Cependant **l'administration a fait fi de cet avis** et présenté au SNA Ouest un refus du CRNA pour le FL195 ! Le **volume transféré s'arrêterait donc au FL115**. Nos experts ne soutiennent en aucun cas cette position dogmatique et le feront savoir. Ce volume d'espace sera transféré à l'automne

## EOE\* : l'administration prend ses responsabilités

L'UNSA-ICNA, lors du dernier CTP, avait réagi vivement lorsque l'administration avait prévu de supprimer un UCESO de sécurité lors des EOE, pour ne pas pénaliser le trafic. Nous lui avons signifié qu'elle prenait alors seule cette responsabilité, responsabilité qu'elle n'a heureusement pas souhaité prendre pour les usagers. En effet, l'administration rectifie sa position pour garantir en permanence 2 UCESO de secours via des basculements techniques et

\* EOE : Évaluations Opérationnelles ERATO

## Les briefings

Ils devaient permettre un échange entre l'encadrement et la salle et avaient été interrompus l'an dernier... Depuis leur reprise, certains briefings se sont transformés en de simples vecteurs d'informations à sens unique et le débat ne peut s'installer, faute de temps. Ils

## Délais 2010, l'encadrement n'assume pas

L'administration présente les minutes de délai de l'année 2010 comme une conséquence de l'agitation sociale... Ce bilan a sonné creux pour L'UNSA-ICNA. L'administration a ainsi omis d'aller plus loin dans la chaîne des causes. Nous avons donc souhaité que soit aussi ajouté au bilan le **changement de type de management où la rigidité et la conformité strictes aux notes de service ont remplacé la confiance et la souplesse profitables à tous**, de l'utilisateur aux agents. L'administration a refusé de se remettre en cause et d'admettre que ses managers, leurs méthodes, et leurs décisions, sont la cause première de ces délais. **La qualité et la technicité des agents n'ont pas diminué, seule la manière de l'utiliser a été modifiée !** L'encadrement local comme national ne peut pas nier sa part de responsabilité dans les délais en la rejetant sur les

## Ouverture UCESO 2010 : l'armement de réserve démontré !

La chef de centre a confirmé sa décision d'offrir 18 UCESO en 2011. Le bilan 2010 montre qu'alors que nous offrions 17 UCESO, les chefs de salle ont

aux approches brestoise et nantaise. Le dossier TSA68 (échéances 2013-14) ayant des implications en espace aérien inférieur et donc pour le futur aéroport de Notre Dame des Landes (2017-18) le groupe de travail est absorbé par le GT Grand Ouest qui traitera de l'ensemble des espaces aériens inférieurs.

des mesures ATFCM. Elle a enfin pris la mesure du projet et l'engagement d'être un centre pilote. Par ailleurs, le changement impliqué par ce projet va être profond. Les méthodes de travail vont être aussi fortement modifiées. L'UNSA-ICNA suivra donc de très près ce projet.

Sinon, pour les **contrôleurs d'essai EOE : simulations prévues du 9 au 27 mai puis au mois de juin, EOE en mode passif en salle de contrôle.**

s'apparentent alors à **une communication de type propagande faite durant les « pauses » des personnels, ce que l'UNSA-ICNA a dénoncé.** Dorénavant, ce type de briefing sera organisé pour laisser du temps à un échange.

seuls personnels. Ces méthodes continuent à subsister, il est donc fort à parier que nous ne retrouverons pas en 2011 une performance comparable à celle de 2008.

### Information juridique

Une nouvelle information aura lieu pendant la **période automnale**. Nous invitons les ICNA à y participer. Notamment pour y apprendre le fonctionnement de la justice et le **risque juridique qu'ils encourent dans l'exercice quotidien de leur métier**. Le risque majeur pour l'agent est d'être déclaré pénalement responsable et donc de devoir payer de sa personne par un sursis ou un emprisonnement ferme. Il n'y a pas de rempart à ce risque. Si le juge estime qu'une « faute » est commise, il engagera la responsabilité individuelle de l'agent, que la faute soit directe ou non...

dû, à plusieurs reprises, en ouvrant 18 (en juin, juillet et août). Ce bilan renforce la **demande de l'UNSA-ICNA**, faite l'année dernière, d'un

armement de sécurité composé de **2 PC de réserve et, bien sûr, de l'UCESO associée.** L'administration n'a pas encore statué sur cet armement de réserve pourtant utilisé l'été dernier alors qu'il n'était pas inscrit dans les TDS

## La gestion de la capacité en mode Occupancy count

Suite à l'expérimentation rémoise dont les conclusions ne sont pas encore stabilisées, l'année de l'expérimentation a vu une hausse des délais imputés au CRNA Est. Malgré tout, le **CRNA Ouest va mettre en place cette méthode.**

L'UNSA-ICNA a demandé si les centres adjacents

et l'offre ATFM. Un bel effort et exemple de professionnalisme des personnels, démontré l'an dernier qui n'a obtenu que l'ingratitude de notre encadrement !

notamment étrangers et particulièrement anglais utilisaient la même méthode car nous risquons de réguler leur pointe et donc de se voir imputer de nouveaux délais. L'administration ne souhaite pas entrer dans le jeu des comparaisons des prestataires européens. Mais les autres ?

## Budget 2011 de rigueur et de désendettement

Le budget (annexe) 2011 de la DGAC s'élève à 2 milliards d'euros. Hors les coûts de personnels, 500 millions sont affectés à la DSNA, dont 80 millions à la Direction des Opérations qui en répartit 43 millions dans ses services opérationnels CRNA et SNA. Le CRNA Ouest reçoit ainsi une dotation de 2,4 millions, soit une baisse de 500 000 euros par rapport à 2008. **Le trafic**

**augmentant, les recettes augmentent alors que le coût de fonctionnement reste maîtrisé avec la même rigueur que ces 2 dernières années de crise ???**

La petite bonne nouvelle est que le surplus de recette est ainsi **alloué au désendettement de la DGAC.**

### Abandon du recouvrement des coûts et conséquences

Suite à la crise et la baisse de trafic, le gouvernement, pour ne pas alourdir les conséquences sur les compagnies privées, avait saisi l'opportunité pour abandonner le recouvrement des coûts, ce qui avait précipité les comptes de la DGAC dans le rouge et nécessité un emprunt supplémentaire. Un emprunt à rembourser, c'est autant de recrutements ou d'investissements qui ne peuvent être financés. **L'UNSA-ICNA** avait alors fortement **dénoncé l'abandon du recouvrement des coûts** qui endettait un service public (la DGAC) au profit d'entreprises privées (les compagnies aériennes) et le plaçait dans une situation délicate vis à vis de ses détracteurs. Il est **maintenant nécessaire de rembourser l'emprunt afin de devenir moins critiquable par nos observateurs politiques et financiers qui rêvent, à la moindre défaillance, de nous bouter hors de la Fonction Publique d'Etat.**

## Plan d'actions : « moderne » mais utilité opaque

L'UNSA-ICNA avait demandé lors du dernier CTP qu'un point de présentation sur le suivi des plans d'actions de l'administration soit régulièrement fait en CTP. Ces plans d'actions découlent du management par pilotage des objectifs et d'une « démarche qualité ». L'administration inscrit dans ce plan ses objectifs, les actions qu'elle va mener pour les atteindre et, en fin d'année, en fait l'examen. Le bilan du plan d'actions 2010 a été fait sous forme de chiffres opaques ininterprétables. Nous avons demandé une

présentation plus détaillée qui nous a été refusée, d'abord avec comme argument de ne pas nous ennuyer, puis par faute de temps... **Nous espérons que cette présentation rapide et obscure n'avait pas comme but de noyer le vrai bilan 2010 de nos managers locaux comme nationaux.** Le plan 2011 présenté amène peu de commentaires relatifs à celui de 2010, d'où nos doutes sur la réelle utilité de ses plans d'actions ! C'est beau, ça fait dynamique et moderne et puis... c'est tout ?

**Notre site : [www.icna.fr](http://www.icna.fr)**

**Votre contact : [lfrr@icna.fr](mailto:lfrr@icna.fr)**

**Chantal Le Roy (éq 10), Moea Postec (éq 12), Stéphane Michelin (éq 4)**

**Stéphane Lesage (éq 4)**